

Jean-Pierre Sueur interviendra le mardi 27 avril au Sénat sur la proposition de loi de Bernard Accoyer sur le contrôle du gouvernement par le Parlement. Lors de la rencontre qu'il a eue avec les représentants des magistrats et du personnel de la Cour des comptes et des chambres régionales des comptes, il les a assurés de sa totale opposition à ce que ce texte serve de réceptacle, au moyen d'un amendement sans rapport avec le sujet, à un projet de réforme des chambres régionales des comptes (et, par voie de conséquence, de la Cour des comptes) qui demande une ample concertation.

.